

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Syrie Médias et manipulation de l'opinion

N° 56 du 03.06.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

1 Tirer a part

do :: HOLLANDE VEUT LA GUERRE

1 Médias et Manipulation de l'opinion .

1-1Thierry Meyssan : Syrie : que dit le Conseil de sécurité ?

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

2-1 Orientlejour : [Ex-rebelles libyens et insurgés syriens sur le tapis rouge aux côtés de BHL.](#)

2-2 La communauté franco-syrienne envoie un message à Hollande.

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Louis Denghien : Le retour du grand vautour.

3-2 Mireille Delamarre : Hollande /Syrie : "Changement maintenant" mais quel changement ?.

3-3 Chris Marsden : [Ingérence impérialiste en Syrie: la préparation de la guerre par procuration...](#)

3-4 Louis Denghien : [Guerre impérialiste en Syrie: Massacre de Houla... A qui profite le crime ?...](#)

1 Tirer a part

do : HOLLANDE VEUT LA GUERRE !.

Bonjour à toutes et à tous,

Quand Hollande nous dit : « pas de solution possible » en Syrie « sans le départ d'Assad » ! Cela signifie qu'il veut la guerre !

Et la guerre, ça coûte cher ! C'est pourquoi il veut pas augmenter nos salaires ni nos retraites de manière conséquente.

Et la guerre qu'il veut faire en nôtre nom avec nos sous, il a déjà commencé à la préparer par un faux sondage qui ose prétendre que 58% de Français sont favorables à une intervention militaire en Syrie !

En 1990-91, un faux sondage à Mitterrand pour justifier la guerre en Irak prétendait que 80% des

Français voulaient la guerre. J'avais fait moi-même mon sondage personnel histoire de vérifier ; et, en réalité, personne ne voulait la guerre !

On nous avait aussi dit en 1990-91 que cette première guerre du Golfe ne coûterait rien aux Français, en réalité la part française de cette guerre allait coûter 6 milliards de Francs.

??? ! Il se trouve seulement qu'un peu avant la première guerre du Golfe, les comptes de la Sécu étaient en parfait équilibre et que, juste après la fin de la première guerre contre l'Irak, la sécu avait un déficit de 6 milliards. Pile ce qu'avait coûté la guerre ! conclusion on nous avait menti et c'est avec l'argent de notre sécu que le faux socialiste Mitterrand avait financé la partie française de la première guerre du Golfe !

Meilleures salutations,

do

<http://mai68.org/spip> <<http://mai68.org/spip>>

<<http://mai68.org/spip/spip.php?article4248>>

Post-scriptum :

1°) **MEDIA-MENSONGE** : Accuser Bachar al-Assad d'avoir égorgé des enfants en bombardant Houla serait d'une stupidité crasse :

<http://mai68.org/spip/spip.php?article4225> <<http://mai68.org/spip/spip.php?article4225>>

(Le montage de Houla est comme le montage de Timisoara, c'est de la propagande de guerre !)

2°) **SONDO-MENSONGES** : à qui appartiennent les instituts de sondages ? :

<http://mai68.org/spip/spip.php?article1143> <<http://mai68.org/spip/spip.php?article1143>>

(Le sondo-mensonge qui prétend que 58% des Français sont pour la guerre fait partie de la propagande de guerre)

Article complet sur les trahisons des "socialistes" au lien ci-dessous :

<http://mai68.org/spip/spip.php?article1691> <<http://mai68.org/spip/spip.php?article1691>>

Massacre de Houla

L'affaire de Houla illustre le retard du renseignement occidental en Syrie

< www.voltairenet.org/a174447

<<http://www.voltairenet.org/L-affaire-de-Houla-illustre-le>>

Secretariat <reseauvoltaire@voltairenet.org>

Médias et Manipulation de l'opinion .

1-1Thierry Meyssan : Syrie : que dit le Conseil de sécurité ?

C'est un artifice classique de propagande de présenter une opinion particulière comme une vérité consensuelle, de sorte que ceux qui la contestent ont l'impression de se marginaliser. Appliquant ce mécanisme à la Syrie, la presse occidentale et du Golfe attribue mensongèrement à l'ONU toutes sortes de positions qui ne sont pas les siennes. En réponse à des courriels de lecteurs, Thierry Meyssan pointe quelques manipulations de vocabulaire.

Réseau Voltaire | 28 mai 2012

Les médias occidentaux et du Golfe ont, depuis longtemps, pris l'habitude d'employer l'expression « *communauté internationale* » pour désigner le groupe d'États conduits par les États-Unis, au mépris de tous les autres. On lit ainsi que, à propos de la Syrie : « *La Russie et la Chine s'opposent à la communauté internationale* » (sic).

Une étape suivante dans la désinformation a été d'inclure un refrain dans toutes les dépêches d'agence : « *La répression a fait plus de 10 000 morts selon l'ONU* ». Or, jamais l'ONU, n'a avancé de tels chiffres. Ceux-ci proviennent de certains experts qu'elle emploie : ceux du Haut Commissariat aux Droits de l'homme et du Conseil des Droits de l'homme pour être précis. Si l'ONU avait validé leurs rapports, le Conseil de sécurité aurait autorisé une intervention internationale.

Seule l'Assemblée générale et subsidiairement le Conseil de sécurité sont habilités à parler au nom de l'ONU :

Voici que maintenant les médias occidentaux et du Golfe déforment la position de la Russie en l'accusant de se contredire. Selon eux, Moscou a mis en cause l'opposition syrienne pour le massacre de Houla alors qu'il a adopté hier une déclaration du président du Conseil de sécurité reconnaissant la responsabilité de l'État syrien.

Ceci mérite une explication de texte.

Le fait de *condamner* le massacre de Houla ne signifie pas que l'on accuse le gouvernement syrien d'en être coupable. En ce qui le concerne, le gouvernement de Damas a été le premier à condamner ces atrocités qu'il impute à son opposition armée. Une manifestation contre les crimes des groupes armés a immédiatement été organisée dans la capitale par des pro-Assad. Pour le moment, tous les protagonistes ont condamné le massacre, aucun ne l'a revendiqué.

Le fait d'affirmer que le gouvernement syrien est *responsable* du massacre ne signifie pas qu'on l'accuse d'être coupable. En vertu du principe d'indépendance et de souveraineté, un gouvernement est responsable de tout ce qui se passe sur son territoire. L'affirmation de cette responsabilité est une reconnaissance de ses prérogatives pour répondre à l'événement. Le propos du Conseil de sécurité signifie exactement l'inverse de ce que feignent de croire les médias : il affirme que le gouvernement syrien a le devoir d'intervenir pour protéger sa propre population, que l'usage de la force est légitime. Sommer le gouvernement syrien de *ne pas faire usage d'armes lourdes* dans les zones peuplées en vertu des résolutions 2042 et 2043 ne signifie ni qu'on le rend responsable des massacres commis dans ces zones, ni qu'on lui interdit de réprimer les crimes de l'opposition armée, mais qu'on lui demande d'user de la force de manière proportionnée. Le Conseil de sécurité appréhende les troubles à l'ordre public en Syrie comme des problèmes de police et non comme une guerre civile. Dès lors, il attend des autorités syriennes qu'elles rétablissent l'ordre sans faire usage de l'artillerie —laquelle fait inévitablement des victimes collatérales—, même si les rebelles disposent aussi d'armes lourdes.

Les déclarations du Conseil de sécurité sont le fruit d'un consensus entre grandes puissances. Le vocabulaire utilisé doit être compris dans son sens le plus strict. Toute autre interprétation est abusive. Le Conseil n'a pas validé les imputations de la Haut-commissaire des Droits de l'homme accusant le gouvernement d'avoir tué plus de 10 000 manifestants pacifiques en un an. Le Conseil n'a pas attribué la culpabilité du massacre de Houla au gouvernement syrien. La Russie n'a pas varié dans ses positions.

[Thierry Meyssan](#)

Ne laissez pas les médias déformer la réalité : écrivez aux journalistes qui rapportent incorrectement les positions de l'ONU et priez les de corriger leurs articles. Intervenez sur les forums internet des médias pour rectifier les citations tronquées ou erronées.

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

2-1 Orientlejour : [Ex-rebelles libyens et insurgés syriens sur le tapis rouge aux côtés de BHL.](#)

CANNES - Pour symboliser le passage du flambeau de la Liberté entre ex-rebelles libyens et insurgés syriens en guerre, Bernard-Henri Lévy est venu accompagné, vendredi à Cannes, par des vétérans libyens et deux opposants clandestins au régime de Damas.

L'écrivain-philosophe avait prévu et annoncé que des invités libyens, rencontrés l'an dernier pendant les combats, fouleraient à ses côtés le tapis rouge pour la projection de son documentaire présenté en sélection officielle (séance spéciale), Le serment de Tobrouk.

Outre ces ex-rebelles, aujourd'hui membres de la nouvelle élite libyenne, deux Syriens sont clandestinement sortis de leur pays, via des pays limitrophes pour monter les marches vendredi soir aux côtés de l'équipe du film.

Par crainte de représailles contre leurs familles, ils ont demandé à conserver l'anonymat et sont apparus masqués vendredi en conférence de presse à Cannes, visage et tête dissimulés sous d'épaisses lunettes noires et des drapeaux de la Syrie libre.

Ils étaient en Syrie il y a encore quelques heures, ils sont sortis clandestinement (...) et ont pris des risques insensés pour être avec nous ce soir, a déclaré BHL.

L'écrivain a appelé les spectateurs à regarder Le serment de Tobrouk, documentaire personnel, donc

subjectif comme un film de cinéma doit l'être. Mais je vous demande aussi de le voir avec un regard à double foyer: le regard d'une guerre gagnée et le regard d'une tragédie en cours, a-t-il ajouté. Jeudi après-midi, c'est derrière les rideaux tirés d'un bureau parisien, au rez-de-chaussée d'un immeuble d'un quartier chic, que Libyens et Syriens avaient fait connaissance, en présence d'un reporter de l'AFP. En arabe, Suliman Fortia, l'un des héros du bastion rebelle libyen de Misrata, a expliqué aux deux Syriens que Bernard-Henri Levy a été le premier à être venu en Libye. Ce qui s'est passé l'a été grâce à lui, car il connaissait Sarkozy.

Je vous souhaite la même chose. Bachar est un tyran comme Assad, il faut le faire tomber... Ma famille a lutté pendant trente-six ans, il faut avoir du courage.

En anglais, langue que certains d'entre eux comprennent, BHL a lancé: Aux Jeux Olympiques, il y a quelque chose qui s'appelle le passage du flambeau. J'aimerais que demain, à Cannes, vous passiez le flambeau de ce que vous avez fait à nos amis syriens. C'est le sens de notre rencontre. Vous avez la flamme de la liberté, vous la passerez à nos frères syriens.

L'un des deux Syriens, désormais officier dans l'un des groupes rebelles, ému aux larmes, est alors sorti de la pièce. Avant de revenir pour que, sur un écran de télévision, tout le monde visionne le Serment de Tobrouk.

<http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/760706/Ex-rebelles-libyens-et-insurgés-syriens-sur-le-tapis-rouge-aux-cotes-de-BHL.html>

2-2 La communauté franco-syrienne envoie un message à Hollande

Monsieur Le Président,

Les Français en vous élisant ont opté pour le changement, ils ne désespèrent pas de le vivre avec votre gouvernement puisque c'était votre promesse. Les programmes de campagne étaient peu loquaces en matière de politique étrangère, mais là aussi les Français comptaient voir leur pays retrouver sa voix distinctement universaliste et respectueuse des droits des peuples et des nations et de leur souveraineté. Unanimement, le monde a condamné le massacre d'innocents de Houla. Nous nous en réjouissons. Nous sommes en revanche très surpris qu'immédiatement des condamnations aient fusé pour en rendre responsable le gouvernement syrien sans qu'enquête préalable ne l'ait établi.

La promptitude apportée dans la condamnation risque de mettre la France et ses alliés dans une position inconfortable dès l'instant qu'il va être prouvé que les égorgeurs de femmes et d'enfants ne font pas partie de l'armée gouvernementale mais appartiennent bien à ces bandes armées dont une bonne part a reflué depuis la catastrophique aventure occidentale de Libye.

Des exemples récents n'avaient-ils pas mis en évidence que l'hirondelle n'annonce pas le printemps? L'intox de la démission de l'ambassadrice de la Syrie à Paris : Madame Lamia Chakkour! Les fausses accusations du gouvernement syrien suite à l'assassinat du journaliste français : Gilles Jacquier Jaquier! Des centaines d'autres accusations hâtives de massacres d'innocents relayées en chaîne par France 24, BBC, CNN, Al-jazeera, Al-arabia... dont l'enfant Sary Saoud et dont le témoignage de sa propre mère, innocentant l'armée syrienne tout en accablant les bandes d'extrémistes armées de l'ASL, est bien documenté dans le rapport d'observation des manipulations médiatiques en Syrie édité par le centre catholique d'information ou celui du centre de recherche français : CF2R! Un bon millier d'intox montées de toute pièces toujours pour accuser le gouvernement syrien. Intox édifiant des prétendues victimes des «héros malgré eux», comme la fameuse Zainab Al-Housny qui serait découpée en morceaux par les services de renseignements syriens contrairement aux témoignages oculaires des observateurs de la ligue des états arabes ou les deux rapports précédents qui prouvent tous que Zainab est toujours vivante et en bonne santé! Maintenant avec ces médias de la honte le soleil ne se lève pas sans que cette chaîne de mensonges ne soit allongée de plus en plus...

Nous comptons fermement que le prochain quinquennat renoncera à la pusillanimité et au bouillonnement désordonné qui a caractérisé le précédent, et qui a tant terni l'image de la France.

En ces temps difficiles d'une Europe meurtrie et handicapée par le dérèglement financier qui met en péril l'Union et chacun de ses peuples. Ne serait-ce pas plus judicieux pour elle d'agir avec sagesse et pondération dans ses affaires intérieures d'abord? N'avons-nous pas tant à faire pour ne pas laisser sombrer nôtre jeunesse dans la misère? Les affaires extérieures, surtout quand elles sont douteuses, ne pouvaient pas plutôt attendre ou suivre?

La situation actuelle est inédite car les interdépendances entre des situations apparemment distantes sont étroites, il faudra à notre exécutif de l'inventivité et de l'audace pour les démêler au profit de tous, plutôt que de laisser aller des automatismes anciens inopérants aujourd'hui. Surtout, il serait plus qu'inopportun de faire renaître l'atmosphère de la guerre froide et une nouvelle escalade vers l'armement qui conduiraient à des solutions catastrophiques.

En outre, Monsieur le président, la communauté arabe syrienne en France composée essentiellement de binationaux est abasourdie de la décision d'expulsion de l'ambassadrice de la Syrie en France avec d'autres fonctionnaires sur la base de rumeurs qui se sont avérées rapidement infondées!!! Pourquoi cette précipitation? Et l'image et les valeurs de la France! Y a-t-il une justice de rumeurs? Des accusations claires commencent à pointer le doigt vers un côté «obscur» qui a hâtivement orchestré ce « mainstream » médiatico-diplomatique contre le gouvernement syrien... La France doit s'en distinguer au plus vite. N'aurait-elle pas tout intérêt à revenir aussi rapidement que possible sur la décision injuste d'expulsion des diplomates syriens? Notre communauté et nos amis français ont des besoins vitaux du bon fonctionnement de cet ambassade qui est un vrai cordon ombilical pour une bonne relation de respect mutuel et une meilleure compréhension entre nos deux pays.

> Comptant sur votre implication, notre communauté souhaite dans cette période législative, une réponse claire et rapide à nos interrogations légitimes.

Salutations respectueuses et citoyennes.

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Louis Denghien : Le retour du grand vautour.

Hollande est un politique aligné mais prudent : les espérances guerrières de BHL risquent d'être déçues Il ne manquait que sa « grande voix » dans le concert d'hystérie anti-syrienne.. Bernad Henri Lévy, flairant l'odeur du sang arabe, repart sur le sentier de la guerre. Frustré de sa guerre contre la Syrie depuis trop longtemps, l'initiateur de la guerre contre la Libye vient d'écrire une lettre, pas vraiment privée, à François Hollande, l'adjuvant de mettre en oeuvre, avec les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Ligue arabe et la Turquie, une stratégie « *allant au-delà d'un soutien sans faille à la mission Annan* ».

Traduit de l'idiome ou de la langue de bois précieux de BHL, ça signifie « Quand est-ce qu'on bombarde la Syrie, en attendant mieux ? » Mais nos lecteurs avaient rectifié d'eux-mêmes !

BHL plus compromettant qu'influent

Nos lecteurs en sont également conscients, BHL a une certaine capacité de nuisance, il l'a démontré à hauteur de milliers de morts libyens, ayant contribué, et il s'en vante assez, à transformer un début de guerre civile en putsch sanglant appuyé par des mois de bombardements de l'OTAN comme on en avait plus vus depuis les « plus beaux » jours des guerres atlantistes contre l'Irak et la Yougoslavie. Pour tenter de convaincre Hollande de remettre ça le plus vite possible en Syrie, l'agent d'influence américano-israélien de passeport et de résidence français active ses réseaux, et sa lettre paraîtra in extenso dans *Le Point* en France, et ailleurs dans *Il Corriere della Sera*, *El Pais*, *Die Welt*, *Espressen*, ou encore *The Huffington Post*, soit un panel représentatif de la grande presse internationale et alignée sur le néoconservatisme.

Avec les effets de manche virtuels dont il est familier, le sous-Malraux qu'est BHL dit qu'il est aussi important de sauver un peuple que de sauver l'euro. Un peuple, quel peuple ? **Sûrement pas le peuple syrien réel, dans sa majorité hostile aux fanatiques islamistes téléguidés par Ryad et Doha, ainsi qu'aux politiciens exilés manipulés par Washington, Paris, Londres et Ankara.** Mais BHL, il l'a assez écrit, n'aime pas les peuples ancrés culturellement et historiquement, il ne se réfère qu'à des peuples virtuels censés se définir par des concepts abstraits et « républicains ». Enfin, il fait quand même une notable exception pour Israël dont le peuple doit être très concrètement et démographiquement juif, mais ça aussi nos lecteurs, et presque tout le monde, le savent, alors passons. **Certes, il faut sauver le peuple syrien, de malfaiteurs comme BHL.**

Cette dernière initiative de cet imposteur archétypal sera accueillie par le mépris ou la colère des honnêtes hommes de gauche, du centre et de droite, d'Orient et d'Occident. Mais quelle peut-être son influence auprès du nouveau pouvoir français. ? **Équivalente à rien, à notre avis.** La personnalité de BHL est quand même trop sujette à caution – on va dire ça comme ça – pour que Hollande, qui veut bien prendre les postures symboliques qu'exige son créneau politique bobo, accepte de lier ou pire de

soumettre sa diplomatie aux injonctions de l'histrion sioniste. **Quant à Fabius, il a en dépit de tout une trop haute opinion de lui-même pour accepter de reprendre le rôle de Juppé l'année dernière dans la crise libyenne, le super-diplomate de Sarkozy ayant dû accepter la guerre que BHL avait « vendue » à l'impressionnable et hystérique président Sarkozy.**

Il devient de toute façon, et ce en dépit de l'abondance et de l'habileté des propagandes produites à cet effet, de « vendre » une guerre, même griffée « humanitaire », aux opinions occidentales, préoccupées à juste titre d'angoisses et d'espérances économiques plus immédiates, mais aussi vaccinées par les sanglantes escroqueries de deux guerres contre l'Irak, une guerre contre la Yougoslavie, une guerre – pas forcément terminée - en Libye donc, plus une guerre elle achevée dans la confusion et la défaite en Afghanistan. C'est pourquoi, à notre avis, le tandem Hollande/Fabius classera sans suite la lettre de BHL.

Au fond c'est Poutine que Lévy devrait d'abord convaincre, mais il en a fait un autre Bachar ! L'enfant pourri de l'intelligentsia française n'a pas fini de trépigner.

Louis Denghien,

29 mai 2012

Décryptage <http://www.infosyrie.fr/decryptage/le-retour-du-grand-vautour/>

3-2 Mireille Delamarre : Hollande /Syrie : "Changement maintenant" mais quel changement ?, Laurent Fabius comme ministre des affaires étrangères Hollande a envoyé un message clair aux Français :

La politique étrangère de la France reste sous la coupe de Tel Aviv qui prend activement part à la guerre occidentale contre le régime syrien. La France de Hollande est en guerre en Syrie tout comme celle de Sarkozy l'était sans que le parlement n'ait voté. Pas de majorité absolue pour le PS au parlement. Ainsi, La machine de propagande guerrière médiatico politique contre le régime d'Assad tourne à plein régime. A peine installé au Quai D'Orsay nommé par Hollande Laurent Fabius poursuit la même politique sarkosioniste visant à faire tomber le gouvernement d'Assad en Syrie y compris en soutenant activement des groupes terroristes armés massacrant des civils.

Le gouvernement syrien et son armée ont immédiatement été accusés du massacre de Houla au cours duquel plus de 90 syriens dont des enfants ont été tués. Ban Ki Moon et Kofi Annan ont vite accusé eux aussi le gouvernement syrien. Pourtant aucune preuve n'a été fournie de la responsabilité du gouvernement syrien dans ce massacre. Le chef des observateurs de l'ONU en Syrie, le général Robert Mood, qui s'est rendu sur place a lui-même déclaré lors d'une conférence de presse à Damas « Quels qu'ils soient, ceux qui ont commencé, ceux qui ont répliqué et ceux qui ont perpétré cet acte déplorable de violence doivent être tenus pour responsables »

«Ceux qui utilisent la violence pour leurs propres objectifs pourraient créer plus d'instabilité et conduire le pays à la guerre civile» a-t-il prévenu faisant clairement allusion à l'ASL qui vient de déclarer ne plus adhérer au plan de paix de Koffi Annan. Ce dernier ne semble pas s'informer auprès de Mood de ce qui se passe réellement sur le terrain en Syrie.

Annan comme Ban Ki Moon c'est un fait servent les intérêts américano sionistes avant d'être au service de la paix.

L'ASL et ses alliés d'Al Qaeda mis en déroute par l'armée syrienne à Homs ont profité de la mise en place de ce plan Annan pour organiser l'entraînement de leurs mercenaires au Kosovo en plus de la Turquie et surtout pour s'approvisionner en armes et munitions financées par l'Arabie Saoudite et le Qatar.

Les US jusqu'à présent hésitaient à armer l'ASL mais ils viennent de donner ont leur feu vert à des livraisons d'armes lourdes anti chars à l'ASL bien qu'ils ne soient pas sûrs à 100% que ces armes ne tomberont pas dans les mains d'al Qaeda. Mais ce n'est pas la première fois - comme par le passé en Afghanistan en Irak en Libye - que les Américains armeront Al Qaeda pour que cette organisation terroriste et ses mercenaires leur servent de supplétifs pour accomplir la sale besogne de renverser un régime qui leur déplait à eux et à la tribu juive sioniste dominatrice colonisant la Palestine.

Fabius qui fait partie de cette tribu -côté paternel comme Kouchner son prédécesseur avant Juppé au quai D'Orsay- à peine installé s'emploie déjà à reprendre les activités guerrières de Juppé. Il vient de déclarer suite aux massacres de Houla :

«Je prends immédiatement des contacts pour réunir à Paris le Groupe des pays amis du peuple syrien».

Fabius s'informe probablement de ce qui se passe en Syrie auprès de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH *) basé à Londres qui travaille sous la direction des services secrets britanniques qui n'a aucune compétence en matière d'information et malgré cela sert à alimenter les médias occidentaux devenus des organes de propagandes guerrières et semble -t-il aussi le Quai D'Orsay privé d'ambassade française à Damas.

Depuis le début de la guerre par proxys ASL, Al Qaeda et consorts menée en Syrie pour renverser le régime de Bashar Al Assad, à laquelle participe activement la France depuis plus d'un an sans même que le parlement n'ait eu à en décider comme c'est légalement sa mission le PS et Hollande ont soutenu Sarkozy dans ses dérives guerrières (idem pour la guerre de Libye). Fabius agit avec le feu vert de Hollande.

Certes Hollande ne cherche pas à prendre la tête de la « coalition des volontaires » pour envoyer les avions de l'OTAN dans le cadre d'une mission type R2P détruire les systèmes de défense syriens et bombarder les infrastructures de Damas. Hollande est du type à agir en secret à l'inverse de Sarkozy le fanfaron. Ce qui s'est décidé récemment à Chicago lors de la réunion de l'OTAN à laquelle a participé Hollande qui a également été reçu par Obama c'est de passer à la phase 2 du plan de renversement du régime de Bashar al Assad. Sans résolution de l'ONU car Russie et Chine sont contre les US/OTAN fourniront en coulisses des armes lourdes et autres engins explosifs à l'ASL les mercenaires d'Al Qaeda et autres groupuscules extrémistes de même qu'une aide logistique satellitaire sur les mouvements de troupes du gouvernement syrien pour les attaquer.

Hollande dès le départ ne fait preuve d'aucune indépendance vis-à-vis des US/OTAN et leur acolyte tribal sioniste en matière de politique étrangère. Par conséquent le PS ne doit pas avoir de majorité absolue au parlement ce serait dangereux pour la démocratie française déjà mal en point sans proportionnelle provoquant ainsi des marchandages de bazar indignes de la République.* Sur l'OSDH le site russe RIA Novosti a publié le 25/02/2012 un court article intitulé « Syrie : les médias occidentaux mal informés (Moscou) » :

« Le niveau de compétence de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) basé à Londres est tel que les informations qu'il fournit à de nombreux médias occidentaux suscitent des doutes sérieux, a indiqué samedi le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Alexandre Loukachevitch. "Selon les informations dont nous disposons, le personnel de l'Observatoire ne comprend que deux personnes: le directeur et son secrétaire-interprète. L'établissement est dirigé par un certain Rami Abdel Rahmane qui ne possède ni de formation journalistique ou juridique ni même d'instruction secondaire. Dans une interview accordée aux médias en novembre dernier, il a fait savoir qu'il résidait en permanence à Londres, était citoyen britannique et exerçait un métier d'entrepreneur (propriétaire d'un snack-bar)", lit-on dans le commentaire de M. Loukachevitch mis en ligne sur le site du ministère des Affaires étrangères.

Le document souligne que les employés de l'Observatoire évitent tout contact avec les diplomates russes. "Je pense que les faits susmentionnés permettent de juger de la véracité des informations fournies par cette structure", a conclu M. Loukachevitch. De nombreux médias faisant autorité en Russie et en Occident utilisent les informations de l'OSDH sur le nombre des victimes du conflit en Syrie. »

<http://french.irib.ir/analyses/commentaires/item/190939-hollande-syrie-le-«-changement-maintenant-»-quel-changement-,-par-mireille-delamarre>

3-3 Chris Marsden : [Ingérence impérialiste en Syrie: la préparation de la guerre par procuration...](#)

Les Etats-Unis préparent une guerre par procuration et sur plusieurs fronts contre la Syrie

Depuis la parution, le 16 mai, de l'article du *Washington Post* sur un afflux d'armes aux forces d'opposition syriennes, le projet du gouvernement Obama d'une guerre par procuration contre la Syrie est devenu encore plus évident.

Le *Post* a dit que parvenait aux opposants « une quantité nettement plus importante d'armes plus puissantes, financée par les pays du Golfe persique [Arabie saoudite et Qatar] et coordonnée en partie par les Etats-Unis, » sur la base d'une perspective selon laquelle « l'expansion d'une confrontation armée était inévitable. »

L'Arabie saoudite et le Qatar ont envoyé des armes avec l'approbation de Washington qui jouit de « vastes contacts avec les forces d'opposition pour procurer aux pays du golfe des évaluations de la crédibilité des rebelles et de l'infrastructure de commandement et de contrôle. »

Une source additionnelle d'armement sont les Frères musulmans qui disposent de « leur propre voie d'approvisionnement aux rebelles en recourant aux ressources de riches individus privés et à l'argent provenant des pays du Golfe, dont l'Arabie saoudite et le Qatar, a dit Mulham al-Drobi, un membre du comité de direction des Frères musulmans. »

Le *Post* a conclu en faisant remarquer, « Le Pentagone a préparé des options pour la Syrie qui vont jusqu'à envisager des frappes aériennes pour détruire les défenses aériennes du pays. »

Dans le quotidien *Daily Telegraph* du 22 mai, Michael Weiss, directeur des communications et de recherche de Henry Jackson Society, écrivait que « Des sources rebelles à Hatay m'ont dit hier soir que non seulement la Turquie livre des armes légères à des commandants de bataillons choisis, mais qu'elle entraîne aussi des Syriens à Istanbul. »

Il a poursuivi en disant, « Ces derniers jours, des hommes, dans l'unité desquels j'étais embarqué (« embedded »), ont été informés et sélectionnés par le service de renseignement turc et d'importantes livraisons de fusils d'assaut AK-47 ont été transportées par l'armée turque à la frontière turco-syrienne... Du matériel est entreposé à Damas, à Idlib près de la frontière turque et à Zabadani à la frontière libanaise. »

Weiss souligne la réponse du porte-parole de la Maison Blanche, Jay Carney, faite à un article paru dans le *Washington Post* et qui équivaut difficilement à un démenti. « Nous continuons à fournir une assistance « non létale à l'opposition, » a-t-il dit. « Et, alors que je ne peux que parler pour les Etats-Unis, nous savons que d'autres continuent d'envoyer différents types de soutien, et je vous conseillerais de vous adresser à eux pour caractériser la nature de leurs actions. »

Weiss conclut en disant, « La Turquie n'agirait pas dans ce sens sans l'autorisation ou l'encouragement clair américain. Je ne pense pas non plus que le sénateur américain, Joseph Lieberman, qui réclame des frappes aériennes chirurgicales et la création de zones tampon en Syrie, indiquerait que le gouvernement s'approche d'une réponse militaire à la crise humanitaire que le grotesque 'cessez-le-feu' de Kofi Annan n'a nullement contribué à endiguer, à moins d'être suffisamment sûr que c'est effectivement le cas. »

Un article exclusif du 22 mai paru sur le site Internet *DEBKAFfile* précise que « Les rebelles syriens ont reçu leurs premières armes antitanks de 'troisième génération', 9K115-2 Metis et Kornet E. Elles ont été livrées par des agences de renseignement saoudites et qatari après avoir reçu un message secret du président Barack Obama leur conseillant d'augmenter leur participation dans l'effort d'évincer Assad. » *DEBKAFfile*, qui est proche des sources néo-conservatrices américaines, décrit ces livraisons comme n'étant « qu'un aspect du développement du plan américain pour la crise syrienne...Le service de renseignement turc a reçu le feu vert pour armer les rebelles syriens en leur procurant des IED (engins explosifs improvisés) appelés 'roadside bombs' conçus pour le théâtre de guerre syrien et pour apprendre intensivement aux dissidents à utiliser les installations militaires turques. » Ceci équivaut à une première intervention militaire directe d'Ankara en Syrie.

La Turquie agit depuis quelque temps comme un front organisationnel pour une intervention impérialiste en Syrie et visant à évincer le régime pro-iranien de Bachar al-Assad. La Turquie abrite le Conseil national syrien (CNS) et son bras armé, l'Armée syrienne libre (ALS) – qui organise ses offensives en franchissant la frontière longue de 910 km que la Turquie partage avec la Syrie.

Le Liban et la Jordanie servent aussi de base pour organiser l'insurrection. Des contacts récents ont également été établis avec des groupes kurdes qui sont réticents à se joindre aux Frères musulmans et à d'autres éléments sunnites sectaires jugés comme étant inféodés à leur ennemi de longue date, la Turquie.

En ce qui concerne l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, l'implication du Liban en tant que force intermédiaire est fondée sur le fait d'attiser une hostilité sectaire contre l'Iran chiite et le régime alaouite d'Assad – en élargissant le conflit intérieur avec le Hezbollah chiite qui est financé par Téhéran et Damas.

Ces dernières semaines, on a assisté à une intensification des affrontements sectaires au Liban et qui ont coûté la vie à plusieurs personnes. Les combats ont atteint la capitale, Beyrouth, après l'arrestation à un point de contrôle au Nord du pays d'un religieux anti-syrien et de son garde du corps et de l'arrestation d'un dirigeant sunnite Shadi al-Mawlawi accusé de faire partie d'un groupe terroriste et qui a maintenant été libéré sur caution.

Les tensions se sont encore accrues après l'enlèvement par 40 tireurs de l'ALS de 13 pèlerins libanais chiites. Ceci a occasionné des protestations à Beyrouth qui ne se sont apaisées qu'après l'intervention du dirigeant du Hezbollah, cheikh Hassan Nasrallah.

Dans une décision visant une fois de plus à isoler l'Iran et la Syrie en écrasant une insurrection chiite à Bahreïn, l'Arabie saoudite cherche à créer une union dans le Golfe avec les six membres de l'actuel Conseil de Coopération du Golfe – le Bahreïn, Koweït, Qatar, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis.

Des plans pour une union préparatoire initiale entre l'Arabie saoudite et le Bahreïn ont incité des milliers de personnes d'une population majoritairement chiite de Bahreïn à protester dans une manifestation qui s'est étendue sur près de 5 kilomètres. L'Iran a qualifié cette proposition de « plan américain d'annexion du Bahreïn et de l'Arabie saoudite. »

Le Bahreïn est totalement tributaire des forces saoudiennes qui étaient entrées au Bahreïn en mars dernier afin d'écraser des protestations dans le pays.

Des projets pour une union plus large ont été rangés au placard après que se sont tenues cette semaine à Ryad des discussions initiales présidées par le roi Abdallah. Le prince Saud al-Faisal a dit qu'un délai était nécessaire pour « rassembler tous les membres et pas seulement deux. »

La Ligue arabe a jeté son poids dans la balance pour soutenir le projet en avertissant l'Iran de mettre fin à sa campagne médiatique « et aux déclarations des responsables iraniens » à l'encontre d'une union politique et militaire des Etats du Golfe.

« Toute démarche d'union entre le Bahreïn et l'Arabie saoudite est une question souveraine concernant ces deux Etats et d'autres pays du Golfe et aucun autre pays n'a le droit de s'immiscer, » a dit le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Elaraby.

La Syrie est également durement touchée par les sanctions internationales qui ont coûté 4 milliards de dollars à son secteur pétrolier, selon le ministre du Pétrole et des Ressources minières, Sufian Allaw, et qui ont entraîné de fortes augmentations de prix et des pénuries pour ses citoyens. La production de gaz de la Syrie ne couvre que la moitié des besoins du pays et les prix pour un réservoir de gaz de cuisine ont plus que quadruplé.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon a une fois de plus mis en garde hier contre une guerre civile imminente en Syrie en cas d'échec du soi-disant plan de paix actuel.

Le même jour, le roi Abdallah d'Arabie saoudite écrivait être « profondément préoccupé » par la violence sectaire au Liban. Dans une lettre adressée au président Michal Sulaiman, il a averti que « Du fait de la gravité de la crise et de la possibilité qu'elle provoque un conflit sectaire au Liban en le remettant dans la guerre civile, nous contemplons... vos efforts de mettre fin à la crise... et de tenir le Liban à l'écart des luttes étrangères notamment de la crise syrienne toute proche. »

Toutes ces déclarations sont cyniques. Les Nations unies sont tout à fait conscientes que Washington est en train de poursuivre une politique délibérée de déstabilisation de la Syrie pour justifier une guerre en faveur d'un changement de régime menée par ses alliés – avant tout à Ryad, Ankara et Doha – avec le soutien militaire de Washington. Avec des efforts plus larges entrepris à présent pour forger une alliance fondée sur les Sunnites des pays anti-Iran, ceci pourrait mettre le feu à une guerre totale dans la région qui aurait des conséquences dévastatrices.

(Article original paru le 25 mai 2012)

Chris Marsden

Le 26 mai 2012

url de l'article original:

<http://www.wsws.org/francais/News/2012/mai2012/syri-m26.shtml>

3-4 Louis Denghien : [Guerre impérialiste en Syrie: Massacre de Houla... A qui profite le crime ?...](#)

Le bilan de la tuerie de Houla, selon un bilan confirmé par les casques bleus dépêchés sur place, s'établit à 92 morts dont 32 enfants. Selon la même source, ces personnes auraient été victimes d'obus de chars de l'armée syrienne.

Le sang froid du général Mood

Bien évidemment, ce drame est l'occasion d'une vague de condamnations – et de menaces – à la hauteur de l'émotion – sincère ou politiquement intéressée – ressentie, et est exploité à fond par les ennemis de la Syrie pour obtenir enfin ce qu'ils cherchent depuis des mois, une condamnation en bonne et due forme de Damas par le Conseil de sécurité et, qui sait, le feu vert à une intervention militaire, au moins aérienne, contre l'armée syrienne. *Les morts de Houla sont pour beaucoup, de Doha à Washington en passant par les capitales européennes, une occasion inespérée de prendre leur revanche diplomatique des échecs répétés rencontrés depuis au moins l'été dernier.*

On ne va pas se faire ici la recension exhaustive des déclarations émanant du bloc occidental et arabo-occidental. Citons quand même le nouveau chef de la diplomatie française Laurent Fabius qui a annoncé qu'il prenait « *immédiatement* » des contacts pour réunir à Paris le « *groupe des pays amis du peuple syrien* ». Bref, le drame de Houla permet à Fabius de reprendre en toute bonne conscience le « flambeau » interventionniste des mains de Juppé. En tous cas sa position reflète l'esprit diplomatique euro-américain, exprimée notamment par l'homologue britannique de Laurent Fabius, William Hague, qui a demandé « *une réponse internationale forte* ».

Cette réponse internationale forte passe, pour l'ASL et ses parrains du Golfe, par une intervention armée « *des pays amis* », au moins des frappes aériennes contre les positions de l'armée régulière. Après l'Arabie séoudite et le Qatar, le Koweït a donné de la voix en ce sens, tandis que les Émirats arabes unis demandaient une réunion d'urgence de la Ligue arabe. On prendra le temps de hausser les épaules à la lecture de la déclaration du général dissident commandant théoriquement l'ASL, annonçant solennellement que ses activistes se considéraient désormais comme dégagés de toute obligation de respect du cessez-le-feu entré théoriquement en vigueur le 12 avril dernier : **il ne s'est pas écoulé un jour depuis cette date sans qu'un groupe se réclamant de l'ASL commette une attaque contre des militaires mais aussi des civils ou des infrastructures.**

Citons aussi bien sûr les réactions des dirigeants des Nations-Unies : Ban Ki-moon et Kofi Annan ont parlé de « *crime révoltant et terrible* » qui constitue « *une violation flagrante* » des « *engagements pris par le gouvernement syrien de cesser son recours aux armes lourdes dans les villes* ».

Le chef de la mission d'observation, le général norvégien Robert Mood, a également condamné depuis Damas une « *tragédie brutale* », sans désigner de responsables. Mais il a appelé le gouvernement syrien à ne plus utiliser d'armes lourdes. **Et il a aussi exhorté « l'opposition à s'abstenir d'utiliser la violence » afin de parvenir à « une solution politique » et d'éviter une guerre civile.**

Robert Mood, du moins, garde, dans ce tumulte, la tête froide et pointée – si la thèse d'un bombardement meurtrier de l'armée est confirmée – la coresponsabilité dans ce drame d'une insurrection qui n'a cessé d'attaquer depuis le 12 avril, les unités et positions de l'armée, et, retranchée dans certains quartiers des villes, fait de leurs habitants autant de boucliers humains.

Ce qui s'est passé, ce qui peut se passer

Des questions se posent quand même. Ce n'est pas la première fois que l'armée syrienne est contrainte de pilonner des immeubles ou des quartiers transformés en bastions ou en centres d'opérations par les insurgés. C'est la première fois, en revanche qu'un tel bilan est constaté. Alors le bombardement des char syriens a été dense et long à ce point pour tuer cent personnes ? C'est, dans les annales pourtant souvent truquées de l'OSDH, un cas de figure inédit. L'officine de presse de l'opposition radicale parle de bombardements ayant débuté vendredi à midi et s'étant poursuivi « *jusqu'à l'aube* » de samedi. Et pendant tout ce délai, les habitants sont restés dans le quartier visé, sans l'évacuer ?

Mis sur la sellette comme aux pires heures de la crise, le gouvernement syrien accuse quant à lui des « *groupes terroristes armés* » d'avoir, au soir du vendredi, « *incendié et fait exploser des maisons afin de faire croire que les forces armées syriennes bombardaient la région* ».

Si jamais l'armée est effectivement responsable de cette tuerie de Houla – **ce qui n'est pas encore démontré** – on dira, pour reprendre une formule de Talleyrand, que « *c'est plus qu'un crime, c'est une faute* ». Car ce massacre des innocents permet à ceux qui cherchent à créer le chaos en Syrie de faire oublier leurs crimes quotidiens, et aux puissances qui les soutiennent à des fins non pas humanitaires mais géostratégiques, de relancer leur machine belliciste, et d'essayer d'intimider les soutiens de la Syrie.

Nous disons bien « essayer » parce qu'on voit mal Moscou et Pékin changer leur fusil d'épaule. Les Russes ont, via leurs services de renseignements mais aussi les quelque cent mille de leurs ressortissants vivant actuellement en Syrie, une image très exacte de la situation et des pratiques de l'opposition

armée. Une machination n'est pas impossible, et l'on doit se rappeler qu'il existe au moins un précédent de « détournement de tuerie » par les bandes armées qui, en mars dernier à Homs, ont présenté comme des victimes des soldats de Bachar des Homsis dont les cadavres ont été déplacés nuitamment par les activistes d'un quartier à l'autre, avant que des habitants reconnaissent des membres de leur famille kidnappés plus tôt par les insurgés (*voir notamment nos articles « À Homs, l'ASL déplace et fait parler des cadavres » et « À Homs, les crimes avérés et probables des insurgés », mis en ligne les 12 et 13 mars*).

Bref, la direction russe sait que certains secteurs de l'opposition syrienne sont capables de tout dans le registre de la machination et de la provocation. Et puis, quoi qu'il se soit passé voici 48 heures à Houla, et quel qu'en soit le responsable principal, rien n'est changé à la donne syrienne : une majorité de Syriens suit la direction actuelle, par conviction ou crainte du chaos. Un chaos et une oppression sanglante – de type islamiste radicale - qui seraient les conséquences immédiates – et de dimension régionale – du renversement violent de Bachar al-Assad, avec ou sans l'aide de l'OTAN. Et de cela, les Russes, et bien d'autres, y compris dans les rangs des vertueux Occidentaux, ne veulent pas à l'heure où le monde arabo-musulman est devenu comme une gigantesque zone d'instabilité. Quant à l'indignation des chancelleries occidentales, Moscou et Pékin savent ce qu'elles doivent en penser, depuis l'Irak, la Yougoslavie et l'Irak. C'est pourquoi les rêves de frappes aériennes de l'ASL resteront des rêves.

D'autres enfants martyrs

Un dernier point : les enfants ne meurent pas qu'à Houla en Syrie.

L'agence *Sana* rend compte dans son édition du samedi 26 mai de deux massacres de civils survenus quelques heures plus tôt à Taldo et al-Chomaryeh dans les environs de Homs et qu'elle attribue à al-Qaïda : la famille de Mohamed Abdel Nabi Abdallah – le mari, la femme et les six enfants – a été.

Un autre habitant d'al-Chomaryeh, Rateb al-Elo a été tué avec son fils. Et à Taldo, qui est située à 3 ou 4 kilomètres de Houla, coïncidence ? -, c'est toute la famille al-Sayyed – homme, femme et les trois enfants – qui a été exécutée par les mêmes fanatiques. Parce qu'ils étaient baasistes, alaouites, chrétiens ? Là, pas de victimes d'un éventuel bombardement à distance contre des ennemis embusqués, mais une haine meurtrière ciblée.

Enfants de Houla, enfants de Taldo et d'al-Chomaryeh : les petits cadavres ne s'équilibrent ou ne s'annulent pas, ils s'additionnent, pour le malheur d'un pays qui souffre moins d'un régime autoritaire qui s'efforce de se réformer au milieu d'énormes difficultés, que de bandes travaillant à leur guerre sainte politico-religieuse, avec le soutien diplomatique, technologique et financier de puissances hypocrites autant qu'irresponsables.

Louis DENGHIEN pour Info Syrie

Le 27 Mai 2012,

url de l'article original:

<http://www.infosyrie.fr/actualite/lasl-enrole-les-enfants-morts/>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19*